



**PRÉFÈTE  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations**

Service Installations classées  
Service Environnement

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**  
**n°DDPP-SE-2025-01-02**  
**du 08 JAN. 2025**

**À l'encontre de la société SICORBIAA  
sur la commune de La Mure**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L. 171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup>(installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre II (les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel), titre I<sup>er</sup> (attributions) et les articles L.211-1 et suivants, et le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n°2221 ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société SICORBIAA au sein de son établissement situé sur la commune de La Mure, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-SE-2023-06-06 du 23 juin 2023 ;

Considérant le rapport de visite de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations de l'Isère du 6 décembre 2024 réalisé à la suite de l'inspection du 24 octobre 2024 de l'établissement SICORBIAA situé sur la commune de La Mure ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Considérant le courrier du 6 décembre 2024 de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations de l'Isère adressé à la société SICORBIAA, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de La Mure ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'installation d'abattage et de découpes exploitée par la société SICORBIAA sur la commune de La Mure est soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023 ainsi qu'aux dispositions des arrêtés ministériels du 30 avril 2004 pour son activité d'abattage et du 23 mars 2012 pour son activité de découpe ;

Considérant que l'exploitant avait un délai d'un an à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023 pour respecter l'ensemble des prescriptions énoncées et notamment la réalisation des travaux nécessaires au confinement des eaux d'extinction incendie conformément à l'article 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral sus-mentionné ;

Considérant que lors de la visite en date du 24 octobre 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté qu'aucun moyen de rétention des eaux d'extinction incendie n'a été mis en place sur le site ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.5.1.5 des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°DDPP-SE-2023-06-06 du 23 juin 2023 et de l'article 12 de l'arrêté du 30 avril 2004 et de l'article 20-V de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 ;

Considérant que les manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation sus-visée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SICORBIAA de respecter les dispositions des articles 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-SE-2023-06-06 du 23 juin 2023, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère,

#### Arrête

Article 1 : La société SICORBIAA (SIRET n°39052540000029), exploitant une installation d'abattage et de découpe de viande sise ZI du Marais sur la commune de La Mure, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-SE-2023-06-06 du 23 juin 2023 dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté :

- et notamment la réalisation du confinement des eaux d'extinction incendie du site (mise en place de vannes guillotine et d'une bâche souple ou tout système équivalent) ;

En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans les délais prévus par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SICORBIAA et dont copie sera adressée au maire de La Mure.

08 JAN. 2025

La préfète



*Pour la Préfète, par délégation,  
le Secrétaire Général*

**Laurent SIMPLICIEN**

